



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Nouméa, le 25 mars 2024

Un moratoire fiscal et social dans l'attente d'une relance économique, sinon rien !

Si les annonces du président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie effectuées ce matin lors de la conférence de presse illustrent une écoute et une prise en considération des difficultés économiques du territoire, elles sont néanmoins insuffisantes et ne nous permettent pas à cette heure de considérer possible une levée des blocages et une fin de la mobilisation.

Le Collectif rappelle en effet que sa principale revendication demeure la suspension de tout projet de texte et de toute mesure visant à mettre en place ou augmenter les charges sociales et fiscales des entreprises ou à dégrader le pouvoir d'achat des Calédoniens, en d'autres termes, un moratoire fiscal et social.

Or, Monsieur Mapou a indiqué ce matin lors de sa conférence de presse, et nous l'a confirmé par voie de courrier, réceptionné ce jour à 15h, que la TET ferait l'objet d'un simple report jusqu'à la fin du premier semestre 2024. Il s'agit là pour le Collectif d'un point de désaccord majeur par rapport aux échanges qui ont eu lieu hier. Nous venons à l'instant d'envoyer une réponse au gouvernement lui demandant de donner une suite favorable à cet impératif que constitue l'adoption d'un moratoire fiscal et social tant que les Calédoniens n'auront pas de perspectives « *sur un accord global prévoyant des mesures d'accompagnement économiques et sociales dans le cadre d'un nouveau statut* » pour reprendre les termes du courrier du président Louis Mapou adressé au Collectif.

Dans l'attente de cette réponse, le collectif se voit contraint de maintenir les blocages en cours et d'envisager des dispositifs encore plus importants qui feront appel à tous les Calédoniens qui manifestent déjà chaque jour leur soutien à ce mouvement.

Contact presse : Chloé Leroux (+687 97 34 83) et Vincent Nebois (+687 84 54 11)